

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la crise financière au sein de la Zone euro et sur la situation politique en Côte d'Ivoire, à Bruxelles le 17 décembre 2010.

LE PRÉSIDENT -- Ce Conseil européen qui vient de s'achever est le point d'aboutissement heureux de plusieurs mois de travail et de négociation. Nous avons dit lors du dernier Conseil européen que nous voulions un mécanisme permanent de gestion des crises qui prenne en 2013 le relais du dispositif forgé dans l'urgence de la crise grecque. C'est fait.

Nous avons dit que ce mécanisme serait ancré dans le traité pour dépasser les querelles juridiques et affirmer la solidarité de chacun autour de l'euro. C'est fait.

Nous avons dit que nous trouverions les modalités de l'implication du secteur privé qui assure la pleine protection des contribuables européens sans perturber le fonctionnement normal des marchés. C'est fait.

Sur tous ces sujets, en moins de deux mois, un accord a été trouvé. C'était tout à fait nécessaire et c'est heureux. Je voudrais signaler que dans toute cette crise, l'Europe a été capable de faire preuve d'unité, malgré des points de vue à l'origine assez sensiblement différents, et l'Europe a été capable de faire preuve de pragmatisme et de capacité d'adaptation face à une crise économique et financière absolument sans précédent.

Certainement, dans l'esprit de ce que nous avons dit à Fribourg la semaine dernière, la Chancelière Merkel et moi-même, il va falloir aller plus loin pour affirmer au sein de la zone euro la nécessité de la convergence des politiques économiques. Il y a une convergence budgétaire, il y a un pacte de stabilité, il y a des possibilités de sanctions pour les Etats qui ne respectent pas les engagements. Il faut, sans doute, maintenant aller plus loin, ce sera le travail des premières semaines du début d'année pour la mise en place du gouvernement économique de la zone euro et de la convergence des politiques économiques. Nous allons travailler sur ces sujets, c'est quelque chose, vous le savez, à laquelle la France attache une grande importance et pour laquelle Mme Merkel et moi-même ferons des propositions, c'est la prochaine étape.

Pour le reste, je préfère, plutôt que de vous imposer un long propos liminaire, répondre à vos questions.

QUESTION -- Vous avez dit qu'il fallait aller plus loin en matière de convergence des politiques économiques et de gouvernement économique, est-ce que vous pouvez aller plus loin, entrer un peu plus dans le détail sur quelle devrait être la prochaine étape et à quoi la zone euro et l'Union européenne devraient s'attaquer en priorité dans les premières semaines ou les premiers mois de l'année.

LE PRÉSIDENT -- L'objectif, c'est clairement de s'attaquer aux écarts de compétitivité entre les économies des 16 Etats membres de la zone euro. C'est cela l'objectif et comme la France est très soucieuse de rassembler le plus grand nombre de pays autour de ces propositions et de cette préoccupation et que des discussions assez approfondies ont lieu notamment avec nos amis allemands, nous communiquerons plus avant sur le détail de ces propositions quand elles auront été abouties entre nous. Mais l'objectif, c'est clairement que les écarts de compétitivité se réduisent, que la politique économique soit mieux coordonnée entre les 16 Etats membres de la zone euro et que les programmes de convergence se mettent en place un peu à l'image de celui que nous avons entre les Allemands et les Français. Cela n'enlève rien d'ailleurs à l'importance

que nous avons entre les Allemands et les Français, ce n'est encore rien de décisif et d'important de ce qui a été décidé aujourd'hui qui est extrêmement fort. On s'est quand même mis d'accord sur une réforme du traité, sur la mise en place d'un mécanisme de soutien définitif, sur la participation du secteur privé, ce sont quand même des décisions extrêmement lourdes. Mais nous sommes conscients que la réflexion doit encore mûrir et avancer autour de cet objectif. Vous savez que j'ai fait de cette histoire de gouvernement économique une des priorités de la politique européenne de la France, mais le gouvernement économique en soi n'est pas une fin en soi, c'est un moyen, un moyen au service de la définition d'une politique économique convergente et la politique économique convergente n'est pas une fin en soi, c'est un moyen au service de la réduction des écarts de compétitivité.

Enfin, la conviction qui est la mienne, c'est que tout ne se réduit pas au seul problème des déficits budgétaires, il y a d'autres questions. Nous venons de réformer le régime de retraites, les Espagnols s'appêtent à le faire, pourquoi ne pas imaginer qu'on réfléchisse ensemble et que l'on annonce ensemble des objectifs en la matière ? Le statut de nos universités, la politique d'innovation, cela va au-delà du seul critère budgétaire et même au-delà du seul critère de convergence fiscale.

QUESTION -- Il y a deux critiques très différentes qui émanent de deux personnalités françaises. Hier, Dominique Strauss-Kahn disait que les marchés financiers avaient toujours un coup d'avance sur les décisions prises par l'Europe et qu'il fallait aller peut-être plus vite. Et à l'opposé, Marine Le Pen, en France, préconise désormais en tirant les leçons de cette année de crise de la zone euro, la sortie de l'euro. Qu'avez-vous à leur répondre ?

LE PRESIDENT - Sur ce qu'a dit le directeur général du FMI, je suis tout à fait d'accord avec lui. Dire que les marchés vont plus vite que la construction européenne, c'est sûr. Les marchés réagissent par ordinateur, au quart de seconde, en fonction d'intérêts qui sont des intérêts bien souvent lucratifs, voire parfois spéculatifs. Cela n'a rien à voir avec la construction européenne où il s'agit de mettre d'accord 27 pays. Si votre question c'est : est-ce que je suis d'accord avec cette analyse de Dominique Strauss-Kahn ? Il est difficile de ne pas l'être. Et si vous lisez le détail de sa déclaration, d'ailleurs, il dit lui-même - je crois que c'est l'expression qu'il emploie - : « c'est plus facile à dire quand on est à l'extérieur qu'à faire ».

Et pour le reste, ce que je viens de vous dire sur les réflexions que nous ferons pour l'année prochaine, pour harmoniser mieux les politiques économiques, cela va tout à fait dans ce sens. C'est profondément ce que je crois. La difficulté est assez simple, c'est qu'il y a 27 pays en Europe, 16 dans la zone euro, il faut les faire converger, ce sont des pays souverains, cela demande de la persuasion face à des événements que jamais nous n'aurions imaginé avoir à connaître compte tenu de la gravité de la crise. Donc de ce point de vue, je me retrouve pleinement dans ses déclarations.

S'agissant de la sortie de l'euro, je voudrais dire très simplement que c'est tout simplement irresponsable et inenvisageable. J'explique pourquoi très simplement : l'euro, c'est le cœur de la construction européenne. Si l'euro s'écroule, si l'euro devait disparaître, c'est la construction européenne qui serait atteinte structurellement. Est-ce que vous imaginez ce que représente plus de 50 ans d'efforts de dirigeants politiques visionnaires qui ont tout fait pour construire la paix entre des pays, qui n'ont cessé, au travers de leur histoire, de s'affronter ? Est-ce que c'est ce que nous voulons ? Moi, je ne l'accepterai jamais.

La France, c'est le pays fondateur de l'Europe. La France a eu tellement à souffrir de la guerre, des affrontements en Europe, nous avons été pendant des siècles le continent le plus violent de la planète. C'est l'Europe qui nous a amené la paix et l'euro est le symbole de l'Europe. Si l'euro tombe, c'est l'Europe qui, à ce moment là, explosera. Donc l'euro ne tombera pas, parce que nous le soutenons de toutes nos forces.

J'ajoute à ceux qui disent : « il faut sortir de l'euro », mais qui peut penser, en raisonnant simplement, que la France, seule dans le monde d'aujourd'hui, serait plus forte ? Qui peut croire cela ? A ceux qui me disent : « il faut sortir de l'euro et puis dévaluer ». Parfait. La France a une dette, la France, aujourd'hui, emprunte à un peu plus de 3%. Imaginez dans cette situation ce qui se passera. Vous savez, quand on a la responsabilité d'un pays, on doit être raisonnable et

responsable. Et je pense que, quand on fait de la politique, on doit être responsable et raisonnable. Donc, quand on manie des idées pareilles, je pense qu'on n'est pas raisonnable et qu'on n'est pas responsable. Voilà ce que je pense profondément. C'est une question d'engagement européen, le choix de l'Europe pour la France. L'Europe a apporté énormément à la France et la destruction de l'Europe serait un cataclysme pour le continent et pour tous les pays membres de ce continent.

Vraiment, s'il y a une voie à ne pas emprunter, c'est bien celle-ci, quels que soient, par ailleurs, les difficultés, les retards. Quelles responsabilités par rapport à tous ceux qui ont fait la réconciliation franco-allemande, qui ont parlé de paix alors que le continent avait été tellement déchiré par la guerre, c'est trop important pour être l'objet de débats politiques démagogiques et hors de propos.

QUESTION -- L'Agence Moody's a nettement dégradé la note de l'Irlande, alors que ce pays vient de recevoir l'aide et le soutien de l'Union. Comment réagissez-vous ?

LE PRESIDENT -- Je ne comprends pas ce qu'ils font, c'est leur droit de le faire. Nous avons confiance dans l'action du gouvernement irlandais, nous soutiendrons le gouvernement irlandais. Le dispositif est en place et cette décision, je la qualifierai d'étonnante, sans faire d'autre commentaire.

QUESTION -- Vous avez évoqué la nécessité de réduire les écarts de compétitivité dans la zone euro et de réduire les divergences, est-ce que, selon vous, les fonds structurels, la politique régionale peuvent aider à réduire cet écart ou, au contraire, cette politique a montré ses insuffisances ?

LE PRESIDENT -- Je vous vois venir, puis il y a le budget derrière, j'imagine. Bien sûr que la politique - ce que l'on appelle la politique régionale, les fonds structurels-, est tout à fait utile mais je ne suis pas persuadé, je suis même persuadé de l'inverse, que ce n'est pas parce que l'on doublerait les fonds structurels que l'on aurait résolu le problème grec ou le problème irlandais, vous le savez très bien. Le problème irlandais n'a rien à voir avec les infrastructures en Irlande et a tout à voir avec le secteur financier irlandais. Vous pourriez même tripler les fonds structurels que cela ne résoudrait pas le problème de l'Irlande. Et puisque derrière il y a, sans doute, une préoccupation sur le budget : la France ne demande pas une réduction du budget européen, mais une stabilisation du budget européen au moment où tous les pays membres de l'Union européenne font des efforts extrêmement importants pour réduire, pour stabiliser voire réduire leurs budgets, ce n'est pas le moment que le budget européen augmente plus qu'il ne convient. C'est tout l'objet de notre travail avec nos amis Allemands, nos amis Anglais, j'espère d'autres.

QUESTION -- Comment vous évitez à long terme en Europe, avec tous les efforts de réductions budgétaires, qu'il y ait un scénario à la japonaise de croissance très lente et durable ? Deuxième question qui est un peu contradictoire avec celle-ci : est-ce qu'il pourrait être envisagé d'avoir une hausse de la TVA coordonnée en Europe pour justement régler ce problème budgétaire ?

LE PRESIDENT -- Il y a beaucoup de concepts et de questions. Le scénario japonais, je me garderai bien de juger ce qui se passe depuis 10 ou 15 ans au Japon sur fond d'une population qui vieillit et d'un système bancaire, comme vous le savez, extrêmement déstabilisé. Cela n'a aucune comparaison avec le système bancaire européen dont la quasi-totalité des banques a parfaitement résisté aux stress tests. J'ajoute que, quand on voit les chiffres de croissance de 2010, on est bien loin des prévisions qui parlaient de 2010, croissance totalement plate. Certains prévisionnistes expliquaient qu'en 2010, par exemple pour la France, la croissance serait de 0,2%. Aujourd'hui, nous sommes assurés de faire 1,6%. On verra si l'on fait un peu plus mais on y est assuré, y compris dans la dernière note publiée par l'INSEE. Je ne crois pas à un scénario de déflation, si c'est la question qui était posée, puisque au fond, c'est un peu ce que le Japon connaît.

Et puis votre deuxième question, si vous me le permettez, j'y répondrai en mettant aussi la question des « euro-bonds » et pour cela, je pense ce n'est pas mauvais qu'il y ait des idées. Les idées en soi ne sont pas coupables et celles-ci comme les autres, mais c'est un système curieux qui consisterait à dire : tel pays a la liberté autonome et souveraine de fixer son taux d'impôt sur

les bénéficiaires au plus bas niveau d'Europe, mais le pays qui peut faire cela, aurait la capacité de transmettre et de transférer sa dette au niveau européen. Cela n'a tout simplement pas de sens. Cela n'a pas de sens en l'état actuel des choses. Lorsqu'il y aura un gouvernement économique de l'Europe, une politique économique harmonisée, plus intégrée et des écarts de compétitivité réduits, que l'on réfléchisse alors, à ce moment là, à l'harmonisation fiscale, voire un système « d'euro-bonds », sans prendre parti, pourquoi pas. Mais le faire maintenant, cela n'aurait aucun sens. Est-ce que je me fais comprendre ? On ne peut pas dire : pour mes recettes, je suis totalement autonome et totalement souverain, mais pour ma dette, je peux la transférer à l'étage du dessus. Vous imaginez ce que cela voudrait dire et l'incohérence que nous connaîtrions dans la situation actuelle ?

J'ai répondu par un autre exemple à la question que vous me posiez, mais c'est la même au fond. Aujourd'hui, nous devons réfléchir à une structure, à une organisation qui nous permettra de coordonner, de faire converger nos politiques économiques. Et quand je dis politique économique, c'est au sens large. Je pense que la formation des jeunes, je pense que la formation des élites, je pense que la politique de charge sociale, que la politique fiscale font partie de ces écarts de compétitivité.

QUESTION -- Il y a deux pays à la lisière et au centre de l'Union européenne : la Norvège a un fonds souverain très important, la Suisse a une notation excellente en matière de dette. Est-ce que votre appel à sauver l'euro s'adresse aussi à ces pays tiers qui auraient les moyens de venir en aide, de contribuer ?

LE PRESIDENT -- Écoutez, ce n'est pas un appel à sauver l'euro. Il m'a été posé une question sur des déclarations de personnalités politiques. L'euro, si j'en juge en tout cas par le niveau de sa parité, tel qu'il est aujourd'hui par rapport à ce qu'il était à son introduction, on n'a pas besoin d'être chauvin, c'est une monnaie forte. La question n'est pas là. J'ai simplement voulu expliquer que l'euro était un aboutissement de la construction européenne et que la sortie de l'euro, donc la désintégration de l'euro, signifierait la désintégration de l'Europe. Je crois que dire cela, c'est quand même quelque chose de raisonnable et qu'il n'est pas question pour la France de souhaiter autre chose que le renforcement de l'Europe qui est un élément décisif pour le maintien de la paix, de la stabilité et de l'unité de notre continent.

QUESTION -- Une question sur la Côte d'Ivoire. L'Union européenne prépare un certain nombre de sanctions à l'encontre de personnes. Est-ce que Laurent Gbagbo doit figurer sur la liste des personnes visées par ces sanctions ? Plus généralement, quelle est votre évaluation de la situation ? Est-ce que vous craignez que l'on approche du moment où il faudrait évacuer les ressortissants français ?

LE PRESIDENT -- Laurent Gbagbo et son épouse ont leur destin entre leurs mains. Si avant la fin de la semaine, ils n'ont pas quitté le poste qu'il occupe -- Laurent Gbagbo - en violation de la volonté du peuple ivoirien, ils seront nommément sur la liste des sanctions. Ce qui se passe en Côte d'Ivoire est parfaitement inadmissible. Des élections ont eu lieu sous le contrôle des Nations Unies. Elles ont été validées par les Nations Unies. Mieux, la totalité des Etats africains ont reconnu l'élection d'Alassane Ouattara, président démocratiquement élu à la tête de la Côte d'Ivoire. La totalité des Etats de la CEDEAO a reconnu le Président Ouattara comme le seul Président démocratiquement élu de la Côte d'Ivoire. Et qu'est-ce qui se passe ? En violation de la volonté du peuple ivoirien qui avait déjà été privé d'élections pendant dix ans, M. Gbagbo se maintient au pouvoir, ses partisans tirent. On ne sait pas le nombre de morts, mais il y a eu des morts dans les rues d'Abidjan hier. C'est un scandale.

La Côte d'Ivoire était un des pays les plus stables d'Afrique. La Côte d'Ivoire a été privée d'élections pendant des années, M. Gbagbo a fini par organiser ces élections, c'est à lui de choisir quelle est l'image qu'il veut laisser dans l'histoire. Est-ce qu'il veut laisser l'image d'un homme de paix -- il est encore temps, mais le temps presse et il doit partir -- ou est-ce qu'il veut laisser l'image de quelqu'un qui a fait tirer sur des civils parfaitement innocents ? Et, dans ce cas là, il y a des juridictions internationales comme la Cour pénale. Le Procureur a lui-même indiqué qu'il regardait de très près la situation et que ceux qui avaient fait tirer auront à en rendre compte. Cette position que l'exprime, c'est la position de la France, c'est la position de l'Europe unanime

cette position que j'exprime, c'est la position de la France, c'est la position de l'Europe unanime -- nous venons de prendre position comme le Conseil Affaires générales avait pris position --, c'est également la position des Etats-Unis, de l'ensemble des Etats dans le monde, du Conseil de sécurité et du Secrétaire général des Nations Unies. Il n'y a pas d'autre possibilité pour M. Gbagbo que de quitter, à bref délai, un pouvoir qu'il usurpe.

Sur les ressortissants français, bien sûr nous veillons à leur sécurité. Mais enfin, je veux dire que c'est un souci pour nous, bien sûr, mais le souci, c'est que les Ivoiriens aient le droit d'avoir le Président qu'ils ont élu. C'est cela qui compte et c'est cela que nous essayons de faire mettre en avant.

QUESTION -- Revenons au budget. Cette lettre qui semble avoir moins de soutien que la lettre du mois d'octobre qui avait 13 signatures, il semble y avoir une division entre l'Europe plus ancienne et l'Europe plus nouvelle, plus récente, l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, et il semble qu'il y ait un problème autour de la PAC, du chèque britannique. On se demande si l'accord qui semblait convenir en 1984 tient toujours au XXI^e siècle. Où vous situez-vous par rapport à cela, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT -- J'espère que cette lettre sera signée par le plus grand nombre. En tout cas, c'est vrai, nous travaillons avec nos amis Anglais et nos amis Allemands sur un signal à envoyer au terme duquel le budget européen ne devrait pas à notre avis augmenter plus vite que l'inflation. La question du chèque britannique, des fonds structurels, de la PAC, n'a pas lieu d'être posée maintenant, c'est simplement une orientation que nous souhaitons donner. D'ailleurs, c'est le simple bon sens. La totalité des budgets sont maintenus à zéro, voire diminuent. Je ne vois pas comment on pourrait avoir un budget européen qui, lui, augmente au-delà de l'inflation. Cela n'aurait aucun sens.

Mesdames et Messieurs,

Merci. Si je n'ai pas le plaisir et l'occasion de vous revoir, permettez-moi de vous souhaiter pour vous-même, pour vos familles et pour ceux que vous aimez, d'excellentes fêtes de fin d'année.